

Esprit critique : on refait le chemin à l'envers

Patrice Dartevelle

Hospitalité et libre pensée

Marc Scheerens

Fin du délit de blasphème en Grèce

Patrice Dartevelle

Esprit critique : on refait le chemin à l'envers

Patrice Dartevelle

De plus en plus de gens se rendent compte que malgré la propagande ambiante des médias et des politiques, la liberté d'expression et l'esprit critique, loin de progresser, se sont mis à régresser.

La revue *Books*, dont je suis un lecteur assidu, consacre son 100e numéro au thème « □ Du bon usage de l'esprit critique □ » [\[1\]](#). Le tableau qui y est dressé est cruel, ravageur et consternant.

Les deux libertés d'expression

Commençons par le moins problématique, par une réflexion intéressante qu'on aurait pu trouver

et lire plus tôt.

Dans sa contribution, Teresa Bejan [\[2\]](#), qui enseigne la théorie politique à l'Université d'Oxford, part des termes grecs anciens désignant la liberté d'expression. De l'élucidation des différences entre les deux termes utilisés, elle cherche à éclairer le débat entre les tenants et les adversaires (de plus en plus nombreux) du Premier Amendement à la Constitution américaine, si radicalement libertaire en cette matière.

Le premier terme est *parrhésia*. Étymologiquement il traite de la liberté de tout dire, de la complète liberté d'expression. Le plus souvent on cite le mot et son contenu dans le contexte de l'Athènes des Ve et IVe siècles et on s'arrête là. Mais il faut tenir compte d'au moins un autre terme, *iségoria*, plus ancien, qui sert à désigner l'égalité en fait de droit de parole à l'assemblée du peuple pour tous les citoyens. L'

iségoria

est un terme qui appartient au domaine politique, la

parrhésia,

pour sa part peut s'appliquer à l'assemblée du peuple mais s'utilise bien plus largement.

En fait les deux mots expriment deux visions opposées de la liberté d'expression et les mots anciens expriment bien le dilemme contemporain.

Au coeur de l'*iségoria*, il y a la notion d'égalité et au coeur de la *parrhésia*, celle de liberté.

Quand la démocratie athénienne a disparu, l'*iségoria*, devenue sans objet, est sortie de la scène. C'est le Parlement anglais qui la remet en selle en 1689 dans la Déclaration des droits. Les Lumières vont réintroduire la raison dans les deux concepts et les fusionner en français.

Le débat actuel, typique des universités américaines, peut s'éclairer par cette dualité. Parmi les étudiants américains, les uns se rangent du côté de la *parrhésia* et du Premier Amendement tandis que les autres se rangent du côté de l'

iségoria,

et, selon Teresa Bejan, ces derniers ne sont pas véritablement des adversaires de la liberté d'expression. L'important pour eux, c'est que les exclus puissent être entendus et en aucun cas n'être offensés par la

parrhésia.

Cela me semble clair et me rappelle la querelle sur l'égalité formelle et l'égalité réelle. Je n'ai jamais compris pourquoi il fallait s'attaquer à la première pour mieux faire triompher la seconde et je crois que l'histoire a jugé. C'est la même chose ici avec l'invention gratuite qu'est l'obligation de ne pas choquer, heurter ou offenser.

La régression et l'inversion

Le reste est plus fondamental et plus grave.

Des intellectuels aussi éminents que le philosophe Marcel Gauchet, la sociologue Nathalie Heinich et le démographe Hervé Le Bras se chargent du réquisitoire contre la décadence actuelle de la liberté d'expression, et ils le font tous sans détour et avec une grande clarté.

En termes historiques, M. Gauchet incrimine le mouvement « postmoderne » qui a retourné contre les Lumières l'instrument dont celles-ci avaient besoin pour faire advenir une humanité adulte : l'autonomie de la raison. Le grand récit de l'émancipation humaine par la raison s'est alors effondré.

La raison est maintenant en accusation et la critique reste seule, l'individualisme aidant. Du droit à la liberté, on est passé au devoir de critique et de décroyance. De libératrice, la critique est devenue stérilisante, si ce n'est « source d'un obscurantisme inattendu », poursuit M. Gauchet : « Érigé en citadelle de la subjectivité, [le droit à la critique] a engendré une défiance généralisée, y compris à l'endroit des faits les mieux attestés et des connaissances le plus solidement vérifiées ».

Quant au monde académique, relève sans pitié M. Gauchet, il s'est mis à la mode en privilégiant le dévoilement, la mise en accusation et la dénonciation. Mais, réplique M Gauchet « Dénoncer n'est pas comprendre. Pire, dénoncer empêche le plus souvent de comprendre ». On ne saurait mieux dire : selon moi, la perpétuelle dénonciation du colonialisme et de l'esclavage qui lui serait partout indissolublement lié (ce qui est faux même si les colonisés

pouvaient être durement traités) empêche toute compréhension du phénomène. Le cas de l'esclavage est patent, selon moi, pour les historiens de l'Antiquité. À quoi peut servir la dénonciation du phénomène? Ce qu'on attend d'eux, c'est l'analyse du phénomène, de son histoire, de sa réalité, de ses limites. C'est Marx qui a imposé l'idée que l'esclavage était la caractéristique de l'Antiquité et son marqueur consubstantiel tout comme le servage l'était pour le Moyen Âge mais il s'est trompé. Faire un *mantra* de la dénonciation de l'esclavage - dénonciation évidemment pertinente dans notre cas depuis longtemps- ne peut mener qu'à des errements de la compréhension.

Nathalie Heinich [\[3\]](#) est encore plus nette : pour elle le problème n'est pas le manque d'esprit critique mais le manque de discernement dans la critique. Elle parle de « l'adhésion sans réserve au premier bobard venu pourvu qu'il vienne de n'importe qui ».

N. Heinich se moque des naïfs qui veulent enseigner aux jeunes l'esprit critique pour lutter contre les théories du complot : ceux qui professent celles-ci le font au nom de l'esprit critique et le cercle est vicieux.

L'art aussi est dominé par la volonté de critiquer à tout crin. N. Heinich parle à ce titre des arts plastiques. J'ajouterais l'évolution du théâtre depuis quelques décennies [\[4\]](#) et maintenant l'opéra s'y met. Il suffisait d'entendre le directeur de La Monnaie, interviewé le 27 septembre sur La Première de la RTBF par E. Caeckelberghs, pour s'en convaincre. Pour Peter de Caluwé, la mission de l'opéra est toute tracée : aider à la solution des problèmes contemporains. Comment, à part par une exaltation convenue? Par la musique? Le chant? Pas un mot du cœur de l'opéra en une vingtaine de minutes...

Hervé Le Bras incrimine en sus le freudisme et Lacan ainsi que la perversion du langage qui n'hésite plus aujourd'hui à manier effrontément le contresens. En Pologne, le parti qui veut assassiner les libertés et l'État de droit, le Pis, s'appelle Droit et Justice... [\[5\]](#)

Pas si simple et pire encore

Tout cela est vrai. J'aggraverais encore pour ma part le cas des « sachants », des experts et des scientifiques avec leurs fréquents manquements.

Nul doute que la lutte pour la carrière scientifique suscite des publications bâclées ou sciemment manipulées mais c'est trop fréquent et, en sciences humaines, des postures réglées sur le désir ou la nécessité de séduire les médias.

Quand l'argent s'en mêle, tout est plus grave même s'il faut se méfier de l'évocation des conflits d'intérêts quand le scientifique déplaît. L'extension donnée au conflit d'intérêt est souvent telle que personne ne pourrait y résister, sauf ceux qui n'ont mis rigoureusement aucun pied dans le domaine. Ces conflits existent mais quand on en cherche pour se débarrasser de quelqu'un, on en trouve toujours.

Un beau cas cependant est celui du Professeur A. Wakefield et de la revue scientifique *The Lancet*, une des plus cotées au monde. La revue a publié en 1998 un article de ce gastro-entérologue qui conclut que le vaccin combiné contre la rougeole, les oreillons et la rubéole provoque l'autisme infantile. Cet article est la cause initiale du reflux des taux de vaccination. On a montré peu après que le travail de Wakefield était frauduleux et qu'il avait manipulé les résultats des tests. En plus il était payé par des avocats qui voulaient poursuivre en justice des fabricants de vaccins et il avait préalablement déposé le brevet d'un vaccin contre la rougeole dont il certifiait l'innocuité.

C'est le psychiatre Theodore Dalrymple qui explique tout cela dans le même numéro de *Books* [\[6\]](#)

Il est l'auteur d'un livre de 272 pages uniquement consacré aux erreurs, omissions et ravages causés par le politiquement correct dans une seule revue scientifique anglaise.

Avec toute la causticité anglaise, il relève dans un numéro récent de cette revue que la prévalence de la dysphorie de genre (souffrance ressentie par une personne qui se perçoit comme de l'autre sexe) est de 0,6% alors que le manuel de psychiatrie de référence la situe quatre ans auparavant entre 0,0035 et 0,0085. La prévalence aurait augmenté de 17.000% ! Personne n'a fait de remarque sur ce point parce que le politiquement correct vous ferait suspecter si vous donniez l'impression de minimiser le problème, conclut Dalrymple.

La situation est mauvaise et seuls quelques notables confirmés et dont la réputation est établie peuvent encore dire la vérité. Rien ne va plus et bien malin qui défera le jeu.

(1) *Books*, N° 100 (septembre 2019), 130 pp. Prix : 12 € (en Belgique)

(2) Teresa M. Bejan, « Aux sources antiques du « free speech », pp. 32-35. Comme le plus souvent dans *Books*, l'article est la traduction d'un texte paru initialement dans une langue autre que le français, ici dans *The Atlantic* du 2 décembre 2017.

(3) Nathalie Heinich, « Il est temps de passer à l'âge adulte », pp.12-14- texte original pour *Books*

(4) Cf. Olivier Neveux (professeur d'histoire et d'esthétique du théâtre à l'École normale supérieure de Lyon), « Le théâtre est délaissé par les élites », *Le Monde* du 9 juillet 2019, qui parle pour les spectacles d'aujourd'hui de « l'exhibition complaisante et lacrymale des misères du monde » et se demande « Quel est le présumé qui veut faire du théâtre l'émancipateur

de nos consciences ? » et réclame « d'autres perspectives que celles du seul constat et de l'indignation ».

(5) Hervé Le Bras, « L'éclipse de la raison », pp. 14-16 - texte original pour *Books*.

(6) Theodore Dalrymple-pseudonyme d'Anthony Daniels-, « Grandeur et misère de la recherche médicale », pp. 110-113 - texte original pour *Books*.

Hospitalité et libre pensée

Marc Scheerens

Plusieurs fois dans cet opuscule, il a été question du sentimentalisme ou même de 'l'émocratie', qui agissent comme un étouffoir. Il ne serait plus permis de tout dire car tout dire peut-être blessant.

Dans le système scolaire, l'Histoire a perdu sa fonction d'analyse des faits et des comportements qui ont pourtant conduit l'humanité là où elle en est aujourd'hui. Prévu pour demain, le musée de l'Histoire flamande pourrait-il montrer clairement que la bataille des 'éperons d'or' a été gagnée par les troupes du Comte de Namur ? Ce serait contraire à l'idéologie du moment.

La vérité scientifique affirmée, dans les sciences appliquées, est le résultat d'expériences qui renforcent les connaissances de telle ou telle matière. Mais qu'en est-il dans d'autres domaines,

comme les sciences humaines, la philosophie, la religion, là précisément où d'autres facteurs interviennent ? De plus, l'humanisme tel que le conçoit la Charte des Droits de l'Homme (1948) n'est-il pas uniquement le fruit de la pensée et de l'histoire occidentale ?

Avoir un esprit critique (du grec *krinein* : séparer, analyser, trancher...) ne signifie pas de procéder à une démolition mais bien de faire le tri entre ce qui est constructif et ce qui ne l'est pas, entre ce qu'il est raisonnable de croire ou ce qui serait un non-sens. La liberté de penser, d'analyser le réel, le vécu, le ressenti, est indispensable à la construction d'une société juste et équitable. Comment travailler ensemble à la relecture de tout vécu pour définir le plus largement un idéal commun et une pratique qui élargisse la base d'un bonheur universel durable ? Et cela quand nous découvrons dans les faits tant de replis identitaires qui s'appuient sur l'exacerbation de sentiments nationalistes voire primaires ? Serons-nous capables de payer le prix pour devenir des êtres raisonnables et tolérants, ouverts au dialogue, ne sacrifiant pas le vrai au dogme ou à l'idéologie ? Ce qui est publié dans cette revue veut y contribuer.

« Prendre appui et comprendre » pourrait définir la tâche de celui ou celle qui, touché par une foi, veut s'impliquer dans l'ensemble du processus de l'amélioration des rapports humains. Il ne pourra se replier sur l'irrationnel de sa tradition mais devra aller vers le *logos*, vers le *ratio*. Même si l'acte de croire (ou de ne pas croire), relève d'une volonté, suite à une expérience personnelle, il est un choix, un acte individuel. Dès lors, ce choix ne peut pas être celui de tous et ne doit pas s'imposer comme une unique vérité. En demandant l'hospitalité aux libres penseurs, le croyant non-dogmatique tentera d'ouvrir l'espace du dialogue, de la contradiction, en vue de l'édification d'un mieux vivre ensemble dont bénéficierait le plus grand nombre.

Le croyant chrétien doit relire sans cesse le pourquoi et le comment des actes posés au nom de sa croyance. Par le *logos* ou le *ratio*, il peut même cesser d'être croyant pour devenir crédible par son comportement. Il ne peut le faire seul en se privant de l'apport de tant d'autres semblables qui cherchent aussi l'authenticité. Le christianisme (et les autres religions) s'appuie sur des mythes fondateurs qui cherchent à rendre compte de la totalité du réel. Il a besoin de l'athéisme pour comprendre ce réel et ne pas restreindre sa quête au seul désir de 'se sauver au ciel'.

Fin du délit de blasphème en Grèce

Patrice Dartevelle

À la fin de son article « [Bible ou Constitution? La notion de blasphème en Grèce](#) », paru dans le N° 8 (2016), pp. 14-22, de notre revue *Blasphèmes et Libertés*, Eleni Kalesi évoquait la volonté du gouvernement de l'époque « [Tsipras](#) », l'été 2016, de dépénaliser le blasphème en Grèce.

I. Kalesi nous annonce par mail [\[1\]](#) que cette dépénalisation est maintenant chose faite. En juin 2019, le parlement grec a retiré du Code pénal les articles 198

[\[2\]](#), 199 et 201 (ce dernier vise l'outrage à défunt). La décision a été prise par la seule majorité gouvernementale (Syriza et Potami), l'opposition conservatrice ayant refusé de participer au débat et de voter. Les conservateurs grecs restent donc accrochés à la religion traditionnelle. Ces nouvelles dispositions ont pris effet le 1er juillet 2019.

Tout est donc bien qui finit bien? On peut l'espérer mais les conservateurs ont remporté les élections cet été et le résultat ne se fait pas attendre : il est maintenant question de faire marche arrière [\[3\]](#). Le nouveau gouvernement grec n'est pas le premier à se trouver face à pareil problème. En Espagne le gouvernement PPE de Mariano Rajoy, dès sa formation en 2011, a songé à revenir sur la libéralisation de l'avortement. La sécularisation de la société espagnole l'a forcé à remiser ses projets dans leurs cartons malgré les évêques et d'authentiques manifestations. Le gouvernement grec suivra-t-il la même voie raisonnable? Restons attentifs, suggestion que j'adresse particulièrement au futur commissaire européen à la justice, chargé de la surveillance de l'État de droit.

(1) Mail du 11 septembre 2019

(2) L'article 198 est bien celui relevé dans Patrice Dartevelle, Philippe Denis et Johannes Robyn [sous la direction de], *Blasphèmes et Libertés*, Paris-Bruxelles, 1993, p. 121

(3) cf Derek Gatopoulos et Elena Becatoros, «[Criminalize blasphemy](#)», site *APnews* le 12 novembre 2019